

Bruxelles, le 30.10.2018  
C(2018) 7372 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 30.10.2018**

**modifiant la décision de la Commission C(2015) 8670 du 9.12.2015 relative à la mesure individuelle en faveur de la République Islamique de Mauritanie à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30.10.2018

**modifiant la décision de la Commission C(2015) 8670 du 9.12.2015 relative à la mesure individuelle en faveur de la République Islamique de Mauritanie à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9 paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Par sa décision C(2015)8670 du 9 décembre 2015, la Commission a adopté la mesure individuelle en faveur de la République islamique de Mauritanie intitulée « Programme d'appui à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> FED » (PAMO 11<sup>e</sup> FED). Cette mesure a pour objectif de renforcer la bonne gouvernance en République islamique de Mauritanie pour contribuer aux objectifs de développement. L'action vise à 1) l'amélioration des capacités de l'administration mauritanienne à assumer les fonctions de gestion de l'aide au développement afin de maximiser l'efficacité des fonds des bailleurs pour atteindre les objectifs des politiques de lutte contre la pauvreté; 2) le renforcement de la qualité des interventions de l'UE financées à travers les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> FED et 3) le renforcement du système de gestion de finances publiques pour une prestation efficace des services publics en faveur de la lutte contre la pauvreté.
- (2) La Commission est invitée à prendre note qu'à la suite de la revue à mi-parcours du programme indicatif national 11<sup>e</sup> FED, un montant supplémentaire de 2 000 000 EUR a été affecté à la composante «Facilité de coopération technique» par un avenant signé le 13 décembre 2017.
- (3) Afin d'atteindre les objectifs de l'action et en renforcement de l'Ordonnateur national du FED, une nouvelle composante est prévue. La nouvelle composante 4 « Appui à la relance des travaux de réhabilitation de la route Nouakchott – Rosso » a pour objectif contribuer à l'exécution de la stratégie du gouvernement mauritanienne dans le développement des infrastructures de soutien à la croissance et d'intégration économique régionale. Le montant de la décision doit être augmenté de 7 000 000 EUR.
- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>3</sup> applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

- (5) L'assistance prévue à la République islamique de Mauritanie se doit de suivre strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays.
- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (7) La modification de la mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

*Article unique*

La décision de la Commission C(2015)8670 relative à la mesure individuelle en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement est modifiée comme suit :

1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

« La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 21 000 000 EUR et est financée sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard. »

2) L'annexe à la décision C(2015)8670 est modifiée par l'annexe à la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 30.10.2018

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*